

tion officielle disait aux chômeurs, à Vancouver: Messieurs réduisons les impôts pour combattre l'inflation. Réduisons les impôts d'un gars qui n'a pas un sou dans ses goussets. De quelle façon allons-nous l'aider à acheter des produits? S'il ne travaille pas, s'il n'a pas de revenu, il ne paie pas d'impôt. Quand bien même on lui dirait: Tu ne paieras pas d'impôt, à quoi bon. Il n'en paie déjà pas, parce qu'il ne gagne pas suffisamment.

Monsieur l'Orateur, ce sont là des solutions de midi à quatorze heures, des cataplasmes sur des jambes de bois, parce qu'on ne veut pas regarder en face les réformes qui s'imposent.

J'entendais tout à l'heure le chef de l'opposition et le député d'York-Sud proposer le paiement de prestations de \$100 par semaine aux chômeurs. Que vont dire ceux qui gagnent \$65 par semaine? Ils seront incités à laisser leur position pour recevoir \$100 par semaine au lieu de \$65, car leur emploi leur rapporte moins que ne le feraient les prestations d'assurance-chômage!

Monsieur l'Orateur, cela n'est pas une solution. Et enlever de l'argent à ceux qui en ont pour en donner un peu à ceux qui n'en ont pas, ce n'est pas non plus une solution.

J'ai dit en anglais dans l'Ouest du Canada:

[Traduction]

«Prendre des nantis pour donner aux pauvres aura pour effet, à la longue, de constituer au Canada une société où il n'y aura que des pauvres et plus de riches».

[Français]

C'est la politique qu'on semble appliquer présentement. On veut taxer ceux qui ont de l'argent, en disant que l'on va aider un peu ceux qui n'en ont pas. Même si l'on enlevait un ou deux millions de dollars aux millionnaires, et qu'on les répartissait entre 20 millions de citoyens, cela signifierait quoi? Chacun recevrait 10c. Mais qu'est-ce que cela donnerait? Absolument rien.

On a augmenté la pension de sécurité de la vieillesse de 42c. par mois. C'est beaucoup!

Monsieur l'Orateur, ce ne sont pas là des solutions! Le chef de l'opposition a fait rire de lui, à Vancouver, en préconisant la réduction des impôts. Qu'est-ce que cela donne à celui qui n'en paie pas ou qui n'a pas suffisamment que cela donnerait? Absolument rien!

Nous sommes en faveur de l'augmentation des prestations d'assurance-chômage mais à la condition qu'on respecte celui qui travaille. Si l'on taxe celui qui travaille pour donner de l'argent à celui qui ne travaille pas, et qu'on verse à ce dernier plus d'argent que ce que gagne celui qui travaille, c'est un déséquilibre économique.

Quant à la situation actuelle, nous la connaissons. Nous en connaissons les causes, et ce n'est pas en pratiquant le socialisme que nous parviendrons à rétablir l'équilibre ou à respecter la personne humaine dans la conjoncture économique.

J'ai visité plusieurs pays socialistes. Je l'ai déjà dit à la Chambre. Je suis allé en Russie. Les gens qui sont bien forts, les chefs syndicaux, en Russie, travaillent 46 heures par semaine. On emploie tout le monde. Le plein emploi existe, c'est vrai. Tout le monde travaille, mais à des salaires qui n'équivalent même pas à la moitié des nôtres. En Russie, le salaire d'un ouvrier ordinaire est de \$45 à

[M. Caouette.]

\$55 par mois. Le député d'York-Sud ne vivrait pas là longtemps. Un salaire de \$45 à \$55 par mois permet de faire quoi? Cela permet à l'ouvrier russe de ne pas acheter une automobile que nous payons au Canada \$3,500 à \$4,000, et qui se vend \$8,000 ou \$9,000 en Russie.

Avec des salaires de \$45 à \$55 par mois, on marche! C'est exactement ce qui se produit. Pas de téléviseur, pas de radio, la pauvreté généralisée, mais tout cela dans la sécurité. La liberté de l'individu est entre les mains de l'État. Le coiffeur nous donne un petit billet pour nous dire: Cela appartient à l'État; le chauffeur de taxi travaille, lui aussi, pour l'État.

Monsieur l'Orateur, voilà un régime de sécurité, mais qui est assuré au détriment de la liberté individuelle. Le même régime que celui de mon petit chien. Il a la sécurité, dans ma maison, mais c'est moi qui détiens les commandes. Voilà exactement ce que j'ai vu en Russie, monsieur l'Orateur.

Est-ce qu'on veut cela au Canada? Non. Si, pour assurer le plein emploi dont vient de parler le député d'York-Sud, nous devons demander à tous les travailleurs canadiens d'accepter des réductions de salaires ou une diminution du nombre d'heures de travail, afin d'essayer d'employer tout le monde, je n'en suis pas. Deux à la place d'un, avec le salaire d'un, voilà la solution socialiste, et je n'y souscris pas.

On pourrait appliquer le même raisonnement au deux gars qui étaient au bord d'un trou de gravier, avec chacun sa petite pelle à la main, qui regardaient travailler une grosse pelle mécanique, chargeant de gros camions. Alors, l'un dit à l'autre: Nous chômons parce que la machine nous remplace. Si l'on enlevait la machine de là, cela donnerait de l'ouvrage à 50 gars comme toi et moi, chacun avec sa petite pelle. L'autre de dire: Quel est le but? Le premier de répondre: Cela aurait pour effet d'assurer de l'emploi à plus de personnes. Alors, dit à son tour le deuxième, on pourrait prendre 200 gars avec des cuillers à thé. A ce moment-là, on ferait exactement le même travail, dans le même trou de gravier; on chargerait le même camion, mais cela procurerait du travail à 200 personnes. Monsieur l'Orateur, les journalistes peuvent trouver cela drôle, mais c'est la solution qu'ils prônent dans les journaux depuis des années et des années. Voilà le socialisme, dans toute sa beauté.

Non seulement en Russie, mais en Tchécoslovaquie également, c'est la même chose.

On dit souvent: Comme c'est beau, la Suède! Oui, c'est beau. Voici un exemple. J'y arrive un jour et je prends un autobus au coin d'une rue. Je remarque, en effet, que tout le monde travaille, mais la liberté est entre les mains de l'État, et celle de l'individu n'est pas respectée.

• (4.10 p.m.)

Quatre types travaillaient là, dont un membre du Nouveau parti démocratique, qui commence à «râler» un peu, parce que ce parti n'a aucune solution à proposer. Quatre employés pour un autobus! Un vendait les billets, un autre les poinçonnait, un troisième conduisait le véhicule, et le dernier surveillait les trois autres, pour vérifier s'ils travaillaient convenablement. Cela se passait en Suède!

Peu importe que les députés du Nouveau parti démocratique aiment cela ou non, mais il faut signaler que